



## **Plaidoyer pour une utilisation rationnelle des pesticides dans le maraîchage en Côte d'Ivoire : Une approche de la communication pour le développement**

**Prosper Kouamé SIKA**

Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo (Côte d'Ivoire)

[ekandetresor@gmail.com](mailto:ekandetresor@gmail.com)

**Résumé :** L'activité maraîchère représente une véritable source de développement économique et sociale de nos localités. Elle se pratique sur presque toute l'étendue du territoire ivoirien. Or, face aux besoins croissant des populations et au souci constant d'améliorer leur rendement ; les producteurs font usage des pesticides dont ils ne maîtrisent pas toutes les issues. Ce qui n'est pas sans conséquences nocives sur la survie des populations et sur l'environnement. Cette situation peut porter soit sur un manque de formation, de sensibilisation et /ou de communication des acteurs et par extension à l'implication des populations aux questions de développement à la base. Dans ce contexte, nous avons réalisés une étude dans la ville de Korhogo, précisément dans les quartiers de Koko et de Cocody, par le truchement d'une grille d'observation et de guide d'entretien comme outil de collecte de données. Les principaux résultats révèlent une utilisation accrue des pesticides chimiques dans la production du maraîcher en Côte d'Ivoire. Cette étude qui se veut descriptive, analytique et suggestive se donne pour but de plaider pour l'implication des pouvoirs publics dans le développement du maraîchage.

**Mots-clés :** plaidoyer, pesticides, communication et développement, formation, participation.

**Abstract :** Market gardening is a real source of economic and social development in our communities. It is practiced throughout almost the entire ivorian territory. However, in the face of the growing needs of the population and the constant concern to improve their performance; producers use pesticides from which they do not control all the issues. This is not without harmful consequences on the survival of populations and on the environment. This situation can relate either to a lack of training, awareness and/or communication of actors and by extension to the involvement of populations in development issues at the grassroots level. In this context, we carried out a study in the city of Korhogo, precisely in the Koko and Cocody districts, through an observation grid and maintenance guide as a data collection tool. The main results indicate an increased use of chemical pesticides in the production of the market garden in Côte d'Ivoire.

This study, which is intended to be descriptive, analytical and suggestive, aims to advocate for the involvement of public authorities in the development of market gardening.

**Keywords:** plaidoyer, pesticides, Communication and development, formation, participation.

## Introduction

En Côte d'Ivoire, les activités du secteur agriculture et agroalimentaire représentent en moyenne 27% du produit national brut (PIB) et fournissent 40% des recettes d'exportation. Elles sont la principale source d'emplois et de revenus de la majorité de la population, estimée à 66% en moyenne. (RPGAA ; 2009). Au sein de ce secteur figure le maraîchage qui est en plein essor et représente une véritable source économique pour les populations locales. En effet, l'on observe la pratique de la culture maraîchère dans presque toutes les zones marécageuses et bas-fonds. Cependant, face à une pullulation d'insectes dévastant leurs cultures causant parfois des famines ; le besoin croissant de satisfaire à la demande des consommateurs et dans le souci d'améliorer leur rendement, les producteurs vont faire usage des pesticides. Selon Albouy (2010) cité par Andon N. Simon (2018, p. 20) « *Le mot pesticide désigne l'ensemble des produits utilisés pour lutter contre les espèces vivantes ravageant les cultures agricoles ou simplement gênantes pour l'homme* ». Par ailleurs, la facilité d'accès et d'utilisation de ces pesticides ainsi que les bénéfices confortables qu'ils rapportent aux agriculteurs font qu'ils sont couramment utilisés dans la production des cultures maraîchères. Certes l'efficacité des pesticides est reconnue au niveau de l'amélioration des rendements et dans la lutte contre les ravageurs, mais leur usage intensif est nocif sur la santé des agriculteurs, des consommateurs et sur l'environnement comme le soulignent (Abdoul-Ibrachi Gouda et al, 2018) et selon eux plusieurs études dans la sous-région ont été menées, notamment au Bénin (Ahouangninou *et al.*, 2011 ; Agbohessi *et al.*, 2012), au Togo (Kanda, 2011) et au Burkina Faso (Lehmann *et al.*, 2016). En Côte d'Ivoire également, cette même situation a été présentée par plusieurs auteurs parmi lesquels (Doumbia M, Kwadjo K.E. 2009.), (Wognin AS et al, 2013) et (Koné Daouda et al. 2018). Face à cette situation et malgré les différentes interpellations et préoccupations, nous constatons que le maraîcher en Côte d'Ivoire continue de subir la massification des pesticides et cela suscite quelques interrogations : Comment aider les producteurs à utiliser de façon rationnelle les engrais chimiques dans leur production ? A qui incombe la responsabilité ? Mieux, quelles actions faut-il mener en faveur de ces producteurs en vue de leur fournir l'information appropriée dans la production du maraîchage face à l'usage des pesticides ? Pour répondre à cette question, nous suggérons que les autorités étatiques continuent de mener des actions de formation, de sensibilisation et de communication auprès des producteurs pour une utilisation rationnelle des pesticides. D'où notre plaidoyer en faveur du développement de cette activité. Pour une meilleure compréhension de notre travail, nous abordons l'approche théorique, ensuite spécifions l'approche méthodologique et enfin nous terminons par les résultats suivis de la discussion.

## 1. Approche théorique

Pour mener à bien cette recherche, il importe de clarifier le cadre théorique dans lequel s'inscrit notre travail. Nous tenons à préciser l'approche participative de la communication est celle qui nous a guidé.

### - *L'approche participative de la communication*

L'approche participative est fondée sur l'établissement d'un dialogue permanent entre populations et agents techniques, sur le respect mutuel et le principe du partenariat, ainsi que sur la reconnaissance du savoir-faire local. A ce titre, elle doit être considérée comme une méthodologie privilégiée d'intervention, qui permet la prise en charge progressive et concertée des actions de développement au niveau du terroir. Celle-ci suit une démarche caractérisée par le suivi-évaluation et l'analyse diagnostic qui débouche sur une prise en charge progressive des actions de développement par les populations et une appropriation du processus par l'ensemble des intervenants (population, agents techniques, autres) (FAO : 1995).

En effet, elle est flexible et peut être adaptée aux réalités communautaires, aux conditions et aux situations changeant des intervenants. Comme le souligne ESTRELLA, M. BLAUERT, J. CAMPILAN, D. GAVENTA, J. GONSALVES, J. GUIJT, L. JOHNSON et RICAFORT, R. (2004), dans leur ouvrage intitulé « le suivi et l'évaluation participatif », la participation des bénéficiaires ne se limite pas à l'étape de la collecte des données, le processus de suivi-évaluation contribue au développement de l'autonomie dans la prise de décisions et la résolution du problème ». A travers ces propos, il apparaît clairement que la participation active des gens est reconnue aujourd'hui comme une condition essentielle au processus de développement (Guy. Bessette : 2004).

Ainsi, la communication participative suscite des changements individuels mais aussi structurels initiés de l'intérieur, de par la participation des bénéficiaires à l'élaboration des objectifs et des dispositifs d'où le principe d'autodétermination. C'est dans le même sens que se situe la définition de la théoricienne de la C4D Karin Wilkins (2008, p. 1, trad.) selon laquelle : « *la Communication pour le développement se réfère à un processus d'intervention stratégique vers le changement social, initié et engagé par des organisations et des communautés. Développement qui englobe des stratégies participatives et intentionnelles visant à bénéficier au bien être public* ».

Des lors, la participation devrait aussi être considérée comme un acte politique car elle permet aux voix de se faire entendre et modifie ainsi les rapports de force. En outre, Elle encourage la responsabilité et la transparence. BOUKHARI (1995) cite par YOUNSA Y Habibatou (2011 : p.31) affirme dans le même sens que « *la participation, c'est la démocratie, c'est les droits de l'homme* ». En définitive nous disons que la participation, c'est l'implication, la négociation, la concertation,

l'information, la responsabilisation, la consultation, le partage, l'engagement, la collaboration ou tout simplement la méthode participative prône le partage de savoir et de pouvoir.

## 2. Méthodologie

La présente recherche s'est effectuée dans la localité de Korhogo, spécifiquement dans les quartiers de Koko et Cocody. Elle aborde l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques dans la production du maraîchage dans les villes ivoiriennes.

Pour y parvenir, l'étude s'appuie sur des entretiens réalisés auprès des producteurs de cette localité. Notons par ailleurs que cette étude a été conduite entre Mi-Novembre 2019 et Juin 2020. Les résultats montrent que la production maraîchère est caractérisée par l'utilisation abusive des pesticides et le manque de formation, d'information et de sensibilisateurs de ces producteurs. Pour la collecte des différentes données, en plus de la recherche documentaire, où nous avons consulté certains ouvrages généraux et spécifiques, des rapports et des articles ; l'entretien semi directif et l'observation participante ont été utilisées.

En outre, s'inscrivant dans une logique compréhensive afin de pénétrer les pratiques maraîchères et leurs différentes caractéristiques, les acteurs ont été approchés physiquement. Aussi, les discours des enquêtés ont-ils été analysés à l'aide de l'analyse de contenu ayant permis de retranscrire le contenu des discours et de dégager les points clés. Car RAMDANI (1997) cité par YODA (2004 ; p.12) affirme que l'analyse du contenu est une technique de recherche qui a pour objet, une description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication. Cette stratégie nous a permis de collecter des données qualitatives sur le maraîchage et son mode de fonctionnement en rapport avec le développement durable des localités. En effet, l'approche qualitative choisie comme méthode ; un échantillon significatif a été visé (Van campenhoudt et quivy, 2011). Ainsi, un total de 40 personnes a été interrogé.

Les critères qui ont défini notre choix de cible sont basés sur les éléments tels que : être agriculteur dans le maraîchage, posséder son propre espace à cultiver (au moins un demi (1/2) hectare de terre productive) et avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans cette activité. Le choix de cette technique nous a également permis de structurer notre guide d'entretien autour des thématiques suivantes au nombre de trois (3) traduisant l'analyse de nos résultats. Il s'agit de :

- La connaissance des pesticides et de leurs usages par les producteurs ;
- La formation de ces producteurs à l'usage des pesticides ;
- L'Analyse de la participation de ces acteurs du maraîchage aux actions de sensibilisation et de communication sur l'usage des pesticides.

Enfin, nous tenons à préciser que le dépouillement a été fait à partir d'Excel. Toutefois les graphiques n'ont pas sciemment été retenus.

### 3. Résultats et interprétations

#### 3.1 *La connaissance des pesticides et de leurs usages*

L'accès à l'information et à des connaissances adaptées est crucial pour que les populations locales puissent accroître leur productivité tout en assurant une gestion durable des ressources naturelles. La connaissance précède le développement car, selon nous, elle permet de découvrir certains indicateurs et certaines variables susceptibles de s'inscrire dans un développement durable. Dès lors, son acquisition doit être motivée par une recherche constante de données fiables sur un domaine précis. C'est dans cette perspective qu'intervient ce premier axe de notre travail. En effet, devant le besoin croissant de la demande des consommateurs et également dans le but d'améliorer leur production et d'en assurer la protection, nous osons croire aussi que l'usage des produits phytosanitaires devient la solution la plus adaptée et la plus opérationnelle sauf que leurs utilisations doivent s'inscrire dans le strict critère des normes et des garanties liées à l'usage de ces produits. Pour ainsi dire, face à cette réalité de défis techniques engendrés par l'usage des pesticides ; un minimum de connaissance doit guider les utilisateurs. Ainsi devant cette préoccupation nous avons enregistré et sélectionné les réponses suivantes que nous croyons pertinentes :

(1)-« Moi-même je suis agriculteur cela fait plus de 30 ans, c'est une affaire de famille. J'ai demandé au marché de me donner des engrais à acheter et puis on m'a demandé à quel prix et pour quoi faire ? J'ai puis l'acheté et je l'utilise toujours. **(35 ans dans le maraichage ; entretien réalisé le 12. Déc. 2019).**

(2)-« Bon au début quand j'ai commencé, j'utilisais un autre engrais, qu'on avait pendant la production du coton. C'est après que des amis m'ont dirigé vers un vendeur au marché. Mais, c'est quand mon fils est arrivé de Daloa qu'il m'a dit de changer et que ce n'est pas trop bon ; donc maintenant celui-ci est très bon. J'ai aidé mes voisins car ils utilisent le même engrais que moi » **(plus de 30 ans dans le maraichage entretien réalisé le 21 Nov.2019)**

(3)-« Vous savez, nous les utilisons pour détruire les insectes ravageurs pendant la culture du coton. Alors moi, j'ai décidé de les faire avec cette culture et cela marche également bien, même si maintenant j'ai d'autres produits qu'on m'a conseillés. **(Plus de 15 ans dans le maraichage ; entretien réalisé le 12.Déc. 2019).**

A la lecture de ces propos, nous avons à faire à des personnes qui certes, pour certaines pratiquaient de l'agriculture mais dans un autre domaine et qui ont conduit l'engrais déjà utilisé dans cette nouvelle culture. D'autres par contre, n'avaient aucune connaissance sur l'engrais dans le domaine du maraichage et l'ont acheté quand même. En tout état de cause, il ressort clairement que d'un côté ou de l'autre ; personne des deux catégories n'avait de véritables connaissances sur les pesticides qu'ils ont achetés et qui ont servi ou qui servent à leur production. Si tel est le cas, quels en seront leurs usages ?

En effet, le souci d'augmenter la production agricole a conduit gouvernants et agriculteurs à se tourner vers l'utilisation massive et souvent abusive de pesticides et d'engrais aussi variées que dangereuses. Ces engrais permettent de fertiliser le sol, d'apporter aux cultures les nutriments dont ils ont besoin, parfois absent des substrats ou présents mais en très faible quantité. Les engrais améliorent considérablement le rendement des cultures. C'est d'ailleurs ce qui conduit les agriculteurs pendant leurs différentes saisons culturales à utiliser des milliers de litres de pesticides qu'ils pulvérisent ; sans véritablement adopter un minimum de précautions pour éviter les risques de contamination. A ce propos, les producteurs ou maraîchers rencontrés et interrogés, nous ont dit ceci :

(4)-« Moi, j'utilise souvent de l'engrais car c'est très efficace pour accroître mon rendement. Et puis, cela me facilite la tâche et me permet de cultiver seul sur de grandes étendues de surface. Il ajoute en ces termes « plus, j'utilise beaucoup d'engrais ; plus je gagne beaucoup à la récolte et cela augmente l'argent » **(28 ans dans le maraîchage ; entretien réalisé le 21. Nov. 2019)**

(5)-« L'engrais, plus tu l'utilises, plus le rendement est bon » **(28 ans dans le maraîchage entretien réalisé le 12. Déc. 2019)**

(6)-« Bon, moi j'utilise l'engrais parce que c'est le meilleur produit pour nous aider à gagner un peu plus d'argent. Pour avoir une bonne production, il faut avoir mis une bonne quantité d'engrais dans le sol. ». (10 ans dans le maraîchage ; **entretien réalisé le 22 Fév. 2019)**

Au-delà de ces propos, nous avons par ailleurs enregistré que plus de 37 personnes sur les 40 de notre échantillonnage interrogé ; soit 92.5% ont affirmé qu'il faut une quantité considérable d'engrais pendant la production pour qu'elle ait un meilleur rendement.

On découvre également que pour les mêmes cultures issues d'une même superficie, plusieurs noms de différents produits sont utilisés par les agriculteurs. Ce qui nous amène à nous inscrire dans cette posture selon laquelle la massification des pesticides et leur usage dans l'agriculture maraîchère ivoirienne est abusif. Ainsi, vu donc comme un atout incontournable à la croissance des cultures pour répondre aux besoins alimentaires des populations croissantes, ces produits chimiques n'ont pas que des avantages en agriculture, mais également des répercussions néfastes sur l'environnement. Car selon l'OMS, on enregistre par an, jusqu'à trois (3) millions de personnes affectées dans le monde dont 200 000 y perdent la vie. Cinq mille cinq cents (5.500) enfants empoisonnés par l'eau et les aliments contaminés par les pesticides chimiques de synthèse, meurent chaque année dans le monde (OMS, 2002).

En outre, selon le site [www.ecobenin.org](http://www.ecobenin.org) «.de nombreux propos confirment que Chaque année, plus de 140 millions de tonnes d'engrais chimiques de synthèse sont déversées dans le monde. Ainsi, (Okoumassoun et

al., 2002 ; Traoré et al., 2006 ; Lehmann et al., 2016 ; Son et al., 2017) cités par (Abdoul-Ibrachi Gouda et al., 2018) affirment qu'à cause de l'usage intensif des pesticides, différents écosystèmes africains (terrestres et aquatiques) sont contaminés par des résidus. Cela s'explique par le fait que seulement 0,1 % des pesticides pulvérisés dans les champs atteignent leur cible, le reste se dispersant dans le milieu en contaminant l'air, la terre et l'eau (Pimentel, 1995).

A la vérité, ces différentes affirmations et propos laissent clairement transparaître la portée néfaste et dangereuse des engrais chimiques lorsque les utilisateurs ne possèdent aucune connaissance sur le produit et par conséquent sur son utilisation. Selon les propos du responsable adjoint du ministère de l'environnement « *A la longue, on va observer la dégradation du sol, parce que les micro-organismes dont le rôle consiste à décomposer certains éléments du sol pour pouvoir les rendre plus fertile seront détruits et plusieurs écosystèmes dont les mers, les fleuves, les forêts seront pollués* ».

Dans ces conditions, nous abordons le second axe de notre travail qui lui traite de la formation des agriculteurs.

### **3.2. La formation des agriculteurs à l'usage des pesticides**

Ici, il convient de découvrir si les agriculteurs du maraîchage ont une fois bénéficié ou non de la formation liée à l'usage des pesticides et des engrais chimiques en vue de décrire l'importance de la formation. Car ; si la formation fournit aux récipiendaires, une méthodologie et une série de supports permettant d'apprendre à appliquer des méthodes face aux défis qu'ils rencontrent en matière d'un domaine d'activité ; alors le domaine du maraîchage devait également en bénéficier suffisamment. La connaissance devient alors le résultat de la combinaison entre s'approprier l'expérience et la transformer » (Kolb, 1984). En effet, cette étape s'inscrit dans le processus expérientiel favorisant l'adaptation à la réalité. Dans ce contexte, l'apprentissage apparaît comme *'' le processus par lequel la connaissance est créée par transformation de l'expérience''*.

Ainsi, Malgré une place importante occupée par le maraîchage dans l'agriculture et dans le développement de nos localités, les résultats obtenus de nos échanges tendent à présenter un problème de formation des acteurs alors que ceux-ci sont en constante présence avec les pesticides pendant leur production. Devant ce constat, notre guide d'entretien lié à la formation des maraîchers à l'usage des pesticides a suivi une variante constituée du modèle de l'échelle de Likert qui est un outil psychométrique permettant de mesurer une attitude chez des individus (Likert : 1932). Ainsi, il ressort que sur les 40 personnes soumises à notre travail 34 personnes parmi elles affirment n'avoir jamais bénéficiée de formation. Deux (2) personnes par contre affirment avoir participé à une seule séance de formation et enfin quatre (4) personnes ont dit avoir bénéficié à plus de 02 formations.

Les résultats de cette étude relative à notre échantillon montrent que 85% des personnes interrogées n'ont jamais été formée à l'usage des pesticides et seulement 15% l'ont fait. Toutefois, si l'on constate des réponses affirmatives sur la formation ; cela n'existe pas dans le domaine du maraicher car, ceux qui affirment avoir participé à au moins une (1) formation ont fini par nous préciser que les formations ont eu lieu pendant la production du coton.

En définitive, nous constatons que le total des agriculteurs soumis à notre étude n'a aucune formation sur les pesticides car ; nous nous inscrivons dans la réalité selon laquelle la culture du coton est différente de celle du maraichage et par conséquent les engrais chimiques et pesticides seraient différents. Les propos suivants de certains maraîchers viennent confirmer cette analyse :

(7)-« Moi, je pratique cette activité ici depuis plus de 15 ans, et je n'ai jamais participé à une formation sur l'utilisation des pesticides. Mais je l'ai déjà fait avec l'Anader pour la culture du coton. » (...plus de 20 ans dans le maraichage ; **entretien réalisé le 12. Déc. 2019**)

Et un autre de renchérir :

(8)-« Je suis toujours ici matin et soir, mais je n'ai jamais vu des hommes qui sont passés pour nous parler de formation ». Et de poursuivre « Je n'ai pas aussi appris qu'on allait nous former sur les produits qu'on a l'habitude d'utiliser pendant notre production. » (15 ans dans le maraichage ; **entretien réalisé le 12. Déc. 2019**)

Les résultats obtenus viennent alors confirmer le manque de formation chez les producteurs dans le maraichage. D'autre part, cette situation a des effets néfastes sur leur état de santé et sur l'organisme. En effet, presque la majorité des producteurs ne se protègent pas lors de l'utilisation et de l'application des produits phytosanitaires dans les champs. La majorité des producteurs interrogés (92 %) reconnaissent avoir ressenti, après utilisation des pesticides, des effets qu'ils attribuent aux traitements effectués et qui se manifesteraient de différentes façons : par des toux, des irritations cutanées, des affections oculaires et également par des céphalées et même des vertiges.

Nous signalons aussi que l'observation sur le terrain nous a permis de voir les séquelles du mauvais usage des pesticides sur les producteurs. Car, certains en avaient les paumes et les visages affectés. Cette situation a été confirmée en termes de propos comme celui-ci :

(9)-« Bon, je ne savais pas qu'on devait porter des gants de protection. C'était dans la première semaine de ma production, c'est à dire pendant mes débuts que j'ai eu ces problèmes avec mes doigts et mes paumes » (**20 ans dans le maraichage entretien réalisé le 22. Fév. 2020**)

Un autre agriculteur abonde dans le même sens en précisant :

(10)-« J'ai eu quelques fois des problèmes de démangeaison de mains et de vision. » (**18 ans le maraichage ; Entretien réalisé le 12. Déc. 2019**)



Enfin, il convient de corroborer notre analyse par les conditions sanitaires dans lesquelles sont traités ces produits. Il s'agit le souvent que les producteurs qui manipulent les produits phytosanitaires ne portent généralement pas de vêtements de protection (gants, masque à poussière).

### **3.3. *L'Analyse de la participation des acteurs du maraîchage aux actions de sensibilisation et de communication sur l'usage des pesticides.***

Selon Manuel Sager (2016), « le développement est tributaire de la communication ». A travers ce propos, il ressort que toute action, projet ou programme de développement suscite une interaction étroite entre tous les acteurs associés. Dans ce contexte, l'information et la communication apparaissent comme l'essence à la base du processus des activités humaines. Si tel est le cas, qu'elles favorisent le partage et les aspirations de chaque interlocuteur concerné dans le processus ; l'information et la communication entraînent évidemment la réussite de tous projets dans lesquels elles sont véritablement impliquées.

Pour ce faire, à cette étape de notre travail, nous avons cherché à identifier les actions de sensibilisation et de communication effectuées à l'endroit des producteurs exerçant dans le maraîchage en vue de comprendre si possible leurs implications. A l'analyse du contenu des discours sur la sensibilisation et la communication faites sur l'usage des pesticides et la participation active des acteurs locaux, il ressort ceci : D'une part ; qu'aucun des acteurs interrogés n'a bénéficié de programmes de sensibilisation de communication et /ou de participation sur la pratique liée aux pesticides. Mieux, il revient couramment que des actions de communication n'existent pratiquement pas sinon si ce n'est à l'égard des autorités et des structures agricoles et cela sans les y associés. D'autre part, les quelques actions menées auprès des autorités et quelques fois médiatisées sont faites pour des cibles différentes de celles qui sont en constante relations avec les produits que sont les acteurs du maraîchage. A cet effet, suivons les propos des maraîchers :

(11)-« Ici, sincèrement, depuis que je fais cette activité, je n'ai jamais participé à une réunion ou à une rencontre sur les pesticides ». (12 **ans dans le maraîchage**; Entretien réalisé le 6 Novembre 2019)

A ces propos, s'ajoutent ceux-ci :

(12)-« Il y a longtemps que je fais ce travail, mais on ne m'a jamais invité pour parler des engrais et de comment les utiliser. » (25 **ans dans le maraîchage** ; **Entretien réalisé le 6 Novembre 2019**)

(13)-« Non, non je n'ai jamais entendu dire que y a une réunion sur les pesticides et qu'on était conviée ».et de rajouter « Bon même à la télévision, je n'ai pas encore vu quelqu'un qui présente un produit et nous montre comment on l'utilise

comme c'est le cas de OMO et de cubbe maggi » (**14 ans dans le maraichage** : Entretien réalisé le 22 Fév. 2020).

Au-delà des propos ci-dessus, l'analyse des échantillons prouvent pleinement qu'il existe un véritable manque d'information et de communication à l'endroit des acteurs impliqués dans le maraichage. Ainsi, 95% des producteurs interrogés affirment n'avoir jamais participé à une réunion ou une sensibilisation sur le pesticide et ses usages dans le domaine du maraichage. Ainsi, on constate de manière générale que même si certaines actions ont été menées, elles n'ont pas concerné le cœur de cible que sont les milliers de maraichers. En effet, dans le souci de sensibiliser les populations à l'usage des pesticides, Le comité de pilotage du Projet de Gestion des Pesticides en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) a créé par l'Etat. Cette structure est composée d'experts des autorités étatiques, tels que les représentants des ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'ANADER auxquels sont ajoutés des personnes représentants de coopératives. Cette structure, nous avons pu le constater fonctionne avec des colloques et des séminaires à partir des espaces tels que les salles de conférences.

#### **4. Discussion**

La présente étude qui aborde un plaidoyer sur l'usage abusif des pesticides dans le maraichage en Côte d'Ivoire ; nous a permis d'aboutir à plusieurs résultats dont il convient d'inscrire autour des points significatifs suivants :

##### **4.1. *La structuration du domaine du maraichage par l'Etat.***

Toute activité durable doit s'inscrire dans un cadre formel afin d'être mieux suivi et bénéficier de moyens susceptibles de l'aider à atteindre ces objectifs. Ce qui semble ne pas être le cas du maraichage en Côte d'Ivoire. Car à la lecture des ouvrages, il nous a été difficile d'avoir des données statistiques fiables sur cette activité. Et pourtant ; elle fait partie des ressources économiques et permet aux populations s'adonnant à ces activités de faire face à leurs charges et apporte sûrement des devises à l'Etat. Car tous les ménages et les familles consomment au moins un produit de cette activité.

Malheureusement, fort est de constater que la majorité des pesticides semble acquis dans le circuit informel par les producteurs. Cela fait que les agriculteurs ont beaucoup de difficultés à pouvoir les utiliser de façon rationnelle. A cela s'ajoute les risques environnementaux et corporel. Car la santé des utilisateurs semble aussi être menacée du fait que la majorité des producteurs néglige la protection comme l'ont révélé Nicourt et Girault (2009). Selon ces derniers, les utilisateurs des pesticides ne s'expriment pas aisément sur la relation entre leurs problèmes de santé et l'usage des pesticides. À cet effet, les producteurs estiment qu'ils ont développé une immunité à l'égard de ces produits qu'ils manipulent depuis des années. Mais, en réalité, ces produits

inhalés, même à des doses inférieures à celles qui sont employées en agriculture, tueraient en grande proportion les cellules placentaires humaines après 18 heures, pour le cas de glyphosate (Richard *et al.*, 2005).

Vu ce qui précède, l'Etat de Côte d'Ivoire gagnerait à structurer ce domaine d'activité à l'image de celui du cacao culture afin d'avoir des données fiables de ce terrain tant au niveau des régions que du nombre de maraichers. Cela contribuerait à la professionnalisation de la filière tout en favorisant la création de véritables coopératives, dotés de cadre légal de travail aux fins d'un encadrement continu des maraichers. Toutefois selon le rapport de la FAO (1995), la création d'une coopérative doit se planifier et se réaliser par étapes successives et méritent de l'attention. Car Il apparaît de toute façon indispensable, dans le cadre des politiques et projets de développement par l'auto-promotion. En définitive, il s'agira pour les autorités publiques d'homologuer les pesticides et leur délai d'utilisation en fonction des cultures maraîchères.

#### ***4.2. La participation des maraichers à des séances de formation et de sensibilisation à l'usage des pesticides.***

La pratique du maraichage dans les bas-fonds et zones marécageuses est devenue intensive. Dans ces conditions les producteurs sont conduits à utiliser divers produits dont les pesticides pour améliorer leur rendement. Cependant, ces divers produits présentent, ou peuvent présenter, des risques tant au niveau des producteurs, des consommateurs que pour l'environnement. Face à cette réalité, nous croyons que des dispositions en matière de formation d'information et de communication sur l'usage de ces produits s'imposent. En effet, toute bonne pratique d'une profession requiert des fondamentaux et pour cela nous souhaitons que l'Etat favorise un cadre de large ouverture, de partage et d'implication de toutes les parties prenantes. Spécifiquement, il s'agit des acteurs qui font du maraichage leur activité première. Et cela passe nécessairement par les associer dans toutes les actions de formation d'information et de sensibilisation sur la pratique de ces produits qui, mal utilisés deviennent destructifs tant pour eux-mêmes que pour l'environnement et la société entière.

Ainsi, la formation de ces différents acteurs sur toutes les caractéristiques liées à l'usage de ces produits sera profitable à tous. Car la formation est un procédé de transformation de l'individu qui consiste à le faire passer d'une situation à une autre par le biais d'un processus d'apprentissage quelconque. C'est pour cela que la formation englobe plusieurs types (formation de base, formation de spécialisation, d'apprentissage, etc.). Chaque type de formation correspond à une situation bien précise en fonction des objectifs qui lui sont fixés. La formation concerne les 3 niveaux : le savoir (ensemble de connaissances de base), le savoir être (les attitudes, conduites et comportements exigés de

l'individu dans l'exercice de ses tâches) et le savoir-faire (savoir pratique et opérationnel que le récipiendaire accumule au fil des années dans le cadre de ses activités). Nous pouvons dire quelle débouche sur une maîtrise de l'objet de formation et par conséquent revêt une importance capitale, en matière d'acquisition de compétences. Il s'agit par-là de fournir des connaissances, des outils nécessaires afin que le citoyen se forge une opinion éclairée et mette l'accent sur l'apprentissage collectif (Manin in Sintomer et Talpin, 2011 ; Urfalino, 2005) de la logique du développement durable (Angot, 2013).

Au regard des atouts liés à la formation et du niveau d'instruction des enquêtés, l'Etat devra se saisir des trois types de formation pour s'inscrire dans une dynamique de transformation durable de ses maraichers s'il souhaite en faire aussi une économie durable. Car les producteurs rencontrés et enquêtés sont en majorité des femmes (95 %). Au total, le niveau des tranches d'âge est de 25 à 56 ans. Par ailleurs, Soixante-quinze pour cent (75%) d'entre eux n'ont reçu aucune instruction, 18 % ont atteint le niveau primaire et seulement 7 % ont fait le secondaire.

Quant à la sensibilisation, elle doit se faire ou se baser sur une participation active et inclusive de tous les acteurs. Pour mieux y arriver, la place de la communication se positionne comme l'outil le plus efficace à la situation. En effet, En fonction de ces objectifs, la communication pourrait donc offrir un ensemble de mécanismes (formels ou informels) favorisant les possibilités d'un échange au terme duquel chacun des acteurs aura le sentiment d'avoir atteint son objectif d'information et d'écoute de l'autre (J.-P. Citeau et B. Yvan, 2008, p.174). A ce niveau, la création du comité de pilotage du Projet de Gestion des Pesticides en Côte d'Ivoire (PROGEP-CI) est une opportunité. Toutefois son approche communicationnelle ne permet pas aux acteurs locaux du maraichage d'en bénéficier. Car, ce comité agit dans les grands espaces avec les structures étatiques, sans un véritable rapprochement auprès de ceux-ci. Ici, on constate que le mode opératoire est loin des producteurs et la communication employée ne leur ait pas accessible sans toutefois oublier l'aspect les moyens financiers à déployer pour participer à ces colloques et conférences. Ce qui laisse apparaître une méconnaissance de cette structure par les populations maraichères et de ses actions de communication et de sensibilisation. En effet, la communication exige comme le souligne FIDA :

La participation est une perception partagée et un facteur de responsabilisation conduisant à la prise de décisions en commun. Elle commence par la concertation, passe par la négociation (des problèmes, solutions et approches) pour aboutir à la prise de décisions et à l'action.

FIDA (2001) cité par Yoda (2004, p.31)

Dans ce contexte, la communication permet aux individus et au groupe de s'extérioriser de s'exprimer de participer aux débats mais surtout de faire valoir leur point de vue. En outre de par sa présence, nous observons une transparence

dans la gestion des affaires publiques et l'instauration d'un libre dialogue. Cette perception s'inscrit dans les principes de FAO et FIAN INTERNATIONAL (2017 ; p.53), pour qui : « *Les agences responsables des ressources naturelles doivent partager les informations et traiter l'environnement comme un système intégré, et non comme un élément divisé en plusieurs parties gérées séparément par différentes agences* ».

En somme, nous pouvons affirmer que le maraichage ne bénéficie pas encore de véritables politiques de sensibilisation et de communication participative auprès des acteurs premiers que sont les producteurs. Car la communication autour d'une action de développement exige le principe de participation qui consiste à associer les adhérents à l'élaboration des projets, et à les faire participer aux prises de décision.

### **Conclusion**

Au terme de notre analyse, il ressort que les études menées dans la localité de Korhogo sur le maraichage nous donnent les résultats suivants. D'abord, le maraichage est une activité rentable qui a pris de l'ampleur de nos jours dans notre pays. En effet, presque toutes les localités ivoiriennes bénéficient de cette activité qui octroie de véritables ressources à nos populations. En outre, il représente une contribution à la sécurité alimentaire. Néanmoins, dans la pratique de cette activité l'on a constaté un usage accru voire abusif des pesticides. Ensuite, les producteurs sont confrontés à des problèmes liés à la connaissance et à la formation à l'usage des pesticides. Enfin, les producteurs présentent également des problèmes de communication due au manque de sensibilisation et de participation effective à des séances liées aux usages des pesticides. Cela implique la nécessité de l'instauration d'une décision concertée adaptée au contexte de la population à la base. Au regard du développement ci-dessus, il est à retenir que la concertation qui caractérise les activités et projet de développement du pays n'est pas de nature à favoriser la circulation de l'information. Du coup la population à la base se voit coupée des grands espaces où se prennent les décisions. Or la participation effective des citoyens aux questions de développement locale est une réalité et un principe tant pour la communication participative et communautaire que pour la démocratie.

## Références bibliographiques

- ABDOUL-Ibrachi Gouda, IBRAHIM Imorou Toko, SHARAF-DINE Salami, MAÏTE Richert, SCIPPO Marie-Louise, KESTEMONt Patrick et BRUNO Schiffers, 2018, « Pratiques phytosanitaires et niveau d'exposition aux pesticides des producteurs de coton du nord du Bénin », Cah. Agric. 2018, 27, 65002 ; Publication de données de recherche / Data Paper, Consulté le 30 Novembre 2018 <https://doi.org/10.1051/cagri/2018038>
- ANDON Simon, ALLA Kouadio Augustin, KOFFI Yao Simplicite, 2018, « Impact de l'agriculture urbaine sur la qualité des ressources en eau de surface du nord de la Côte d'Ivoire: cas du barrage de Koko dans la Commune de Korhogo » in *International Journal of Humanities and Social Science Research Year*, Volume 4, Issue: 2 ISSN: 2455-2070 Impact Factor: RJIF 5.22 Online Available at [www.socialsciencejournal.com](http://www.socialsciencejournal.com).
- CITEAU Jean-Pierre, BAREL Yvan, 2008, Gestion des ressources humaines, Principes généraux et cas pratiques, Collection Université, 318 pages.
- DOUMBIA Mamadou, KWADJO Eric. 2009. « Pratiques d'utilisation et de gestion des pesticides par les maraîchers en Côte d'Ivoire : cas de la ville d'Abidjan et deux de ses banlieues (Dabou et Anyama) ». *Journal of Applied Biosciences* 18 : 992-1002. [Google Scholar] Consulté le 18 Mars 2020
- FAO ET FIAN INTERNATIONAL Rome, 2017, « Mise en pratique des directives volontaires sur les régimes fonciers: GUIDE DE FORMATION à l'intention des organisations de la société civile », Rome 2017, ISBN 978-92-5-209912-3 ; ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications))
- FAO, 1995, « Approche participative, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne Bilan et perspectives ». [http://www.fao.org/documents/show\\_cdr.asp?url\\_file=/docrep/V9974F/V9974F00.ht](http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/V9974F/V9974F00.ht) », Consulté le 12 décembre 2018.
- VAN campenhoudt Luc et QUIVY Raymond, 2011, « manuel de recherche en sciences sociales », quatrième Edition, Paris, Dumod.
- YANSAMBOU Younsa Habibatu, 2011, « Outils et méthodes de gestion d'un projet de développement rural. Le programme eau et assainissement de l'ONGI plan Niger dans la région de Tillabéry (Niger) »: Institut Africain de technologie (IAT) de Niamey - Niger - Master II en gestion des projets. <https://www.memoireonline.com/01/14/8498/>, Consulté le 12 novembre 2019
- YODA Blaise, 2004, « Montage et gestion participative des projets de développement rural : Outils et Méthodes d'intervention, mémoire de troisième cycle en agronomie, » Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès, Maroc, 215 pages.